

Primaires de la droite et du centre : rupture ou continuité ?



C'est dans un contexte plutôt délétère et inquiétant non seulement pour l'avenir de la France mais pour la vie quotidienne et concrète des Français que la classe politique se prépare pour l'élection présidentielle de 2017. A droite et au centre, la primaire est à présent lancée. A gauche, notamment chez ceux qui exercent le pouvoir, on s'y prépare mais dans des conditions plutôt délicates en raison notamment de l'effroi et de l'affolement créés par la publication du dernier livre de confidences du président de la République, source de critiques – certaines très virulentes – et de divisions. Pendant ce temps, la situation ne cesse de se dégrader et l'avenir s'assombrit sérieusement car il sera difficile d'échapper, sans sursaut, à cette guerre civile ethnique qui s'annonce en raison de l'aveuglement du pouvoir et de son déni de la réalité.

La primaire de la droite et du centre est donc lancée et les

Français devraient, en principe, connaître dès la fin du mois de novembre le nom du prochain président de la République. Car à ce stade de la décomposition programmée du pays où le mène le pouvoir actuel manifestement inconscient du danger et des menaces qui pèsent sur la France et les Français, on ne voit pas comment il pourrait en être autrement. Cette décomposition est le résultat du refus des gouvernants – et d'une partie de la classe politique – de reconnaître officiellement (alors qu'officieusement ils l'admettent) que l'islam, incompatible avec la démocratie mais encensé par certains, a mené au communautarisme, au refus du vivre-ensemble par une partie importante de cette immigration musulmane et aux attentats de masse, prémices d'une guerre intérieure à présent inévitable. Et c'est bien ce sujet capital pour l'avenir de la nation qui doit dominer le débat de cette prochaine élection présidentielle surtout lorsqu'on y ajoute le problème des clandestins de Calais que l'on répartit sur le territoire pendant que d'autres continuent d'arriver en provenance d'Italie et dont l'immense majorité ne sont ni Irakiens ni Syriens. En revanche ils sont adeptes de l'islam qui véhicule une culture de mort.

Cependant, rien ne permet de penser que le candidat qualifié par cette primaire sera le plus capable pour rétablir l'autorité de l'État face au désordre actuel et inverser le cours funeste des choses.

C'est pourquoi les candidats de cette primaire de la droite et du centre doivent être conscients de la fracture qui s'est créée au sein de la société et qui rend possible cette guerre civile ethnique que le prochain président de la République saura ou ne saura pas éviter. Cela dépendra des choix qui seront faits en matière de politique d'immigration, d'intégration et d'assimilation, de volonté pour engager la bataille culturelle qui doit entraîner la refondation de la mission de l'éducation nationale, d'application stricte des lois de la République et de la fin du laisser-faire. C'est de

cela dont il est question et qu'ils doivent traiter. Ce serait une erreur, voire une faute majeure de ne pas le faire car il s'agit de l'essentiel qui conditionnera la réussite ou l'échec des projets des candidats.

Cela dit, ce quinquennat finissant confirme bien le caractère nocif des primaires organisées pour l'élection présidentielle. Elles ne correspondent pas à l'esprit de la V^{ème} République et renforcent finalement le déclin des partis politiques qui sont ainsi non seulement rejetés aujourd'hui par les citoyens mais également dépossédés d'une de leurs prérogatives, essentielle, qui consistait jusque là à présenter à la magistrature suprême le chef légitime du parti. De plus, la multiplication des candidatures est source, sinon de guerres fratricides à un moment délicat (quoique...), du moins de combats acharnés portés par des ambitions personnelles dont l'objectif premier est d'exister, avec cependant l'arrière-pensée de peser ensuite dans l'équipe du gagnant en fonction du score obtenu.

Pourtant l'expérience malheureuse de la primaire de la gauche avec la sélection en 2011 du candidat le moins apte – il faut bien le reconnaître – et ses conséquences désastreuses pour la France aurait dû interpeller et questionner les responsables politiques. Car elle s'est traduit par une véritable imposture puisque les électeurs – du moins ceux de gauche – considèrent avoir été trompés. Mais, plus grave, la fonction de président de la République a été dévalorisée et ce sont finalement les institutions qui ont été affaiblies ce qui est regrettable. Et ce bilan a été définitivement discrédité par les révélations ahurissantes du président de la République fournies par le dernier livre de confidences.

Voulant, comme bien souvent, imiter la gauche, la droite commet la même erreur en organisant des primaires car, dans la situation dramatique que traverse le pays, il faut à présent percer l'abcès. Mais cela ne pourra se faire qu'avec le rétablissement d'un État fort et un courage politique résolu

pour donner à la France les moyens adaptés pour enrayer l'islamisation criminelle du pays qui le mène à sa perte.

Il semble cependant, si l'on s'en tient aux sondages et aux commentaires des médias, qu'on ne s'achemine pas vers ce résultat dans la mesure où ce dernier sera faussé puisque cette primaire est ouverte. Ce n'est pourtant pas le premier tour de l'élection présidentielle mais la sélection du candidat de la droite et du centre. Et en faisant ce choix d'une primaire ouverte à tous, une seconde erreur, voire une faute est commise. Car aujourd'hui, devant les drames qui se préparent, la France n'a pas besoin d'un président de consensus – l'actuel quinquennat démontre que la recherche obsessionnelle du consensus a conduit au mieux à l'immobilisme – mais d'un président de rupture.

Et cette rupture doit signifier clairement la fin d'un état de faiblesse permanent qui a marqué la gouvernance du pays et a conduit, en fin de compte, à l'instauration d'un état de non-droit qui, de l'aveu même du président actuel, mène avec certitude à la guerre civile ethnique. Car c'est effectivement cela qui s'annonce avec cette islamisation du pays engagée à marche forcée avec la complicité de nos gouvernants. On en voit aujourd'hui les conséquences non seulement avec les attentats qui ont frappé le pays et qui le frapperont encore plus violemment, mais également avec la mise en application d'autres modes opératoires de cet islam conquérant en action qui consiste à engager des bandes de jeunes radicalisés dans des affrontements organisés et programmés contre les policiers, les pompiers, avec la volonté de tuer. Cela se passe dans les territoires perdus de la République dans lesquels règne le droit, non pas celui de la France mais celui de l'islam. Et le plus terrible – et c'est là qu'on constate le résultat du « lavage de cerveau » exercé pendant des années sur la société dans son ensemble par le politiquement correct ou les nouveaux droits de l'homme et relayé par des médias serviles – c'est l'incapacité des policiers et des pompiers

qu'on veut tuer à nommer leurs assaillants. Ils évoquent la délinquance urbaine. Même sous l'effet de la colère ils sont, à l'image de leur ministre qui parle de sauvagions, incapables de nommer les assassins.

Cette rupture tant attendue doit provoquer le rétablissement de l'autorité de l'État avec la volonté de respecter la Constitution et de faire appliquer dans toute sa rigueur les lois de la République – c'est cela l'état de droit – sur tout le territoire en exerçant sa puissance, constitutive de l'essence du politique, y compris par la force. Car on ne pourra pas échapper au problème que pose l'islam dont le projet est contraire au bien commun et à l'intérêt de l'État et de la Nation. Alors, si le prochain président de la République, qui sera probablement désigné par la primaire de la droite et du centre, refuse d'admettre que l'islam est incompatible avec la démocratie parce que ce serait accepter la guerre civile, et que donc il refusera d'imposer nos règles à l'islam en France, nul doute que le prochain quinquennat renforcera non seulement cette incompatibilité mais confirmera également la guerre civile, suite logique de la libanisation bien avancée du pays.

Général (2s) Antoine MARTINEZ

Coprésident des Volontaires Pour la France